

ALGER

ALGER
ALGER
ALGER

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Pour-cause-de-salaires-non-percus.html>

**Pour cause de salaires non
perçus depuis plus de deux
ans, les travailleurs d'une
ferme pilote de Sougueur sont
en grève de la faim**

Publication date: Jeudi 21 février 2019

- Luttés sociales en Algérie -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Quatre travailleurs agricoles employés par la ferme pilote Achraf-eddine de Sougueur sont en grève de la faim depuis fin janvier à ce jour. D'une étendue de 1163 ha, la ferme appartient à l'office avicole régionale de Mostaganem. Elle est spécialisée dans la production de semences de céréales sélectionnées. Elle couvre les besoins des agriculteurs de la wilaya. Elle pratique d'autres activités comme l'élevage ovin. Elle emploie 20 travailleurs permanents.

Depuis 29 mois les travailleurs n'ont pas perçu leurs salaires. Une situation qui ne s'expliquerait que par une mauvaise gestion. Les travailleurs se demandent notamment où est passé l'argent de l'indemnisation versée par l'Etat à la ferme pour cause d'expropriation pour utilité publique. Une parcelle de terrain a servi d'assiette foncière au projet de raffinerie.

En fait la situation est le résultat de la politique de privatisation des joyaux de la nation. L'objectif assigné aux fermes pilotes est notamment d'expérimenter des techniques agricoles et de former les fellah en plus de la production de semences sélectionnées coûteuses dont le prix de vente non rémunérateur est fixé par l'Etat. Mais les adeptes acharnés de la vente des biens publics aux amis en ont décidé autrement. Il y a quelques années cette ferme a été cédée au propriétaire du groupe privé « La belle » qui a fait son beurre dans la production de dérivés du lait. Après avoir promis monts et merveilles il s'est esquivé au bout d'un an non sans avoir emporté avec lui tout le matériel agricole et bénéficié d'un effacement de dettes d'un montant de 126 milliards de centimes sans que les raisons de cette générosité de l'Etat aient été expliquées.

Une des questions posées par les grévistes dont les comptes sont bloqués pour cause d'endettement est « comment se fait-il qu'une telle ferme ne puisse plus nourrir 20 familles. » Ils demandent aux responsables de l'Etat d'ouvrir une enquête sur cet état de fait.

Une nouvelle opération de privatisation est en cours de préparation. Echaudés par l'arnaque précédente, les travailleurs s'y opposent, comptant sur la solidarité et le soutien de la population indignée par les bradages.

C.P.